



Le sort des maires nouvellement élus qui est entre les mains de l'Etat, domine les actualités de ce jour. En effet, le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation impose de nouvelle procédure de passation et invoque l'attente de la notification des résultats officiels par les tribunaux administratifs avant la prise de fonction de ces maires. A cela s'ajoute, la session extraordinaire au sein de l'Assemblée nationale, le remaniement gouvernemental et l'identification d'un réseau de « dahalo ». Tous les quotidiens essaient de donner un aperçu de la situation politique du moment.

### Processus électoral

#### LES MAIRES SONT QUADRILLES PAR L'ETAT

Les maires nouvellement élus devront suivre une procédure stricte lors des passations. C'est ainsi que le ministère de l'intérieur et de la décentralisation a dressé une procédure rigoureuse pour la passation de service entre maires sortants ou président de délégation spéciale et maires nouvellement élus. De ce fait, les nouveaux maires devront se plier à une procédure de mise en place officielle par un membre du gouvernement ou un représentant de l'Etat et se caler sur le PND. (L'Express de Madagascar, p.3)

- **Takoritsika** se questionne sur les intentions des dirigeants : veut-on se jouer des maires nouvellement élus ? (p.2) Dans son éditorial, **Takoritsika** qualifie même le regroupement des maires initiés par le pouvoir central de « formatage », une manière de rappeler aux élus qui est le « boss ». Et de conclure son discours par des questionnements à l'endroit des gouvernants : « pourquoi le régime ne se contente-t-il pas de changer la Constitution et décider dans la foulée que les communes ne soient plus dirigées par des élus mais des personnalités qu'il nommera à sa guise et selon son bon vouloir ? » (p.3)

#### RESULTATS OFFICIELS DES COMMUNALES A ANTSIRANANA

Le tribunal administratif de l'ancienne province d'Antsiranana regroupant les régions DIANA et SAVA, a procédé à la proclamation officielle des résultats des élections communales le vendredi 18 septembre dernier. Onze communes sur les vingt-trois du district d'Antsiranana II ont résisté au parti HVM comme L'Express de Madagascar. Les trois « grands » partis se départagent les régions avec quelques surprises dans les autres localités. Les nouveaux maires dans l'ex-province d'Antsiranana sont pour la plupart issus du TIM, HVM et MAPAR ou encore LEADER FANILO et autres indépendants. (p.14)

#### LALAO RAVALOMANANA EN VISITE A L'HOTEL DE VILLE

Lalao Ravalomanana a effectué une visite des différents services de la commune urbaine d'Antananarivo à l'Hôtel de ville Analakely, hier. C'était l'occasion pour la nouvelle mairesse de la ville des Mille de constater de visu la réalité mais également de s'entretenir avec le PDS Joseph Ramiaramanana et avec le personnel de CUA. (Midi Madagasikara, p.3, Les Nouvelles p.8)

- **La Gazette de la Grande île** continue de dénigrer la nouvelle mairesse de la capitale en interprétant sa visite de courtoisie chez le colonel Joseph Ramiaramanana comme une « tentative d'arracher une passation de service ». (p.4) Mais le journal de préciser que sur le plan légal, l'attente de quinze jours relève d'une manipulation car la loi électorale stipule que les pourvois en cassation auprès du conseil d'Etat ne sont pas suspensifs.
- Même topo chez **Madagascar Matin**. A son avis, Lalao Ravalomanana a eu une attitude hautaine, autoritaire et a traité le personnel de la CUA ainsi que le PDS comme des moins



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



que rien. Une critique négative du journal qui présente l'ex-première dame comme la nouvelle patronne de la municipalité, jouant son attitude de chef d'entreprise. Comme la mairesse a interrogé certains employés sur un soupçon de détournement de fonds dans la gestion de la capitale, le journal commente déjà que c'est dans le but d'épingler et de traîner les anciens responsables de la ville devant la justice. (p.3)

- **Tia Tanindrazana** a pour sa part défendu Lalao Ravalomanana en lui jetant des fleurs : responsable, leader et fin manager. Le journal argumente que « cette attitude autoritaire est un peu nouvelle mais nécessaire pour faire face au manque de discipline. » (p.2) Le journal dédie une demi-page de photos d'illustration de Lalao Ravalomanana en visite à l'Hôtel de ville d'Analakely. (p.4) Un autre article du même journal dans la p.3 insinue que l'Etat commence déjà à mettre des bâtons dans les roues des nouveaux élus en les empêchant de procéder à la passation des services.

## Politique

### SESSION EXTRAORDINAIRE : FOCUS SUR LA NOUVELLE CENI

A l'ordre du jour de la session extraordinaire débutant le mardi 29 septembre prochain, le projet de loi sur la nouvelle Commission électorale nationale indépendante (CENI). La Loi des finances rectificative ne sera pas au menu durant les 12 jours de la session parlementaire, rapporte **L'Express de Madagascar**. Une question de priorité d'après le Premier ministre Jean Ravelonarivo car pour l'apaisement politique et social, il est important que toutes les institutions soient en place. D'après le quotidien, l'Etat est déterminé à mettre en place rapidement l'organe afin de tenir les sénatoriales dans le dernier trimestre de cette année. (p.5)

- Dans **Madagascar-Laza**, l'on titre « Une session extraordinaire coûte 400 millions Ariary » d'après une source parlementaire. Ces dépenses seront surtout axées sur les frais de déplacement et l'hébergement des députés que l'Etat prend en charge. (p.2)
- De l'avis du député élu de Moramanga, Henri Charles Randriamahefa, la prochaine session extraordinaire du parlement devra traiter la Loi des Finances Rectificative 2015 car aucun engagement financier n'a eu lieu dans les ministères depuis le mois de juin dernier. (**Madagascar-Laza**, p.3)
- Un responsable du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a confirmé, hier, que la LFR ne figurera pas à l'ordre du jour de la session extraordinaire. Cette réunion sera axée sur la nouvelle commission électorale et les affaires de bois de rose. Pour **Les Nouvelles**, le texte sur la CENI n'est pas prêt. D'après le Secrétaire général du ministère de l'intérieur et de la décentralisation, Philibert Hervé Andriamanantsoa, « le ministère attend encore la formation de la commission parlementaire au sein de l'Assemblée nationale ». (p.3)
- **Madagascar Matin** pointe du doigt la session extraordinaire et atteste que c'est une « perte de temps et d'argent ». A la veille de la deuxième session ordinaire à l'hémicycle de Tsimbazaza qui devra débiter le 20 octobre, le journal conclut que la session extraordinaire est une perte de temps et d'argent. Et d'ajouter qu'en ces temps de disettes et de misères, chaque seconde et chaque ariary comptent. (p.2)

### ASSAINISSEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE

Quatre directeurs au sein des ministères ont été conduits devant la chaîne pénale. Des affaires de faux diplômes impliquant des hauts fonctionnaires secouent l'administration. Après la mise en détention préventive d'un ancien directeur général de la Fonction publique au mois de juin dernier, le Bureau indépendant anti-corruption (BIANCO) poursuit quatre autres directeurs. Cette initiative entre dans le

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



cadre de l'assainissement de l'administration publique. (L'Express de Madagascar, p.6 - La Gazette de la Grande île, p.5 - Madagascar-Laza, p.3, Takoritsika, p.2)

### REFORME DU SECTEUR SECURITE : MADAGASCAR S'ENGAGE

Focus sur la Réforme du Secteur Sécurité (RSS), le premier ministre Jean Ravelonarivo a reçu les experts internationaux du « Democratic Control of Army Forces » (DCAF), hier à Mahazoarivo. Ces experts ont octroyé des formations à l'endroit des autorités ministérielles, des députés et des représentants de la société civile du 21 au 25 septembre, à l'hôtel AKOA portant sur la réforme du secteur sécurité. Pour sa part, le Premier ministre de marteler qu'« il n'y aurait pas de développement sans sécurité ». Ce dernier a aussi soutenu l'engagement du gouvernement malgache à la mise en œuvre de la RSS qui figure dans l'axe 1 du PND (Midi Madagasikara, p.2 – La Gazette de la Grande île, p.4 - Madagascar Laza, p.3)

### REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL DANS L'INCERTITUDE

Midi Madagasikara annonce « Gouvernement Ravelonarivo – Remaniement dans l'incertitude ». Il apparaît en effet que le remaniement, maintes fois soulevé au cours des derniers mois, soit classé sans suite par le Président de la République et le Premier ministre. L'Exécutif préfère plutôt se pencher sur les questions financières, économiques et politiques. Du coup, le journal atteste qu'un éventuel remaniement ne pourrait intervenir qu'en janvier 2016. De plus, ce dernier trimestre de l'année 2015 paraît très chargé pour l'exécutif si on ne cite que les déplacements importants et continus du Chef de l'Etat. (p.3)

- Pour Madagascar Laza, dans le cadre du remaniement gouvernemental, cinq ministres seront remplacés. Les raisons sont multiples à savoir l'incompétence dans la réalisation de l'Initiative à Résultats Rapides (RRI) de 100 jours ; ou suite au mauvais coaching et résultats enregistrés dans leur circonscription lors des communales du 31 juillet. Le journal assure, par conséquent, que la retouche du gouvernement interviendra après le voyage en France du Président de la République. (p.3-6)

### TRAFIC DE BOIS DE ROSE

L'affaire Bekasy, connu comme un gros trafiquant de bois de rose et en même temps conseiller auprès du ministère de la sécurité publique, a été ajournée au dernier moment, hier et reprendra le lundi 28 septembre prochain. Plusieurs charges pèsent sur lui à savoir, blanchiment d'argent et trafic de bois de rose. (Midi Madagasikara, p.21) Ce déferrement, opine La Vérité, constituera un véritable test de crédibilité pour la Chaîne pénale anti-corruption, mise en doute par le directeur général du Bianco. (p.2) (La Gazette de la Grande île p.5)

### LES ILES EPARSEES : TOUJOURS AUX OUBLIETTES

La Gazette de la Grande île rappelle la dernière visite officielle du Président de la République en France d'il y a un an et évoque les négociations autour des îles éparses intéressant Madagascar, c'est-à-dire Juan de Nova, Bassas da India, Europa et Glorieuses. Ensuite, il assène les dirigeants de ne faire preuve d'aucun empressement pour récupérer les îles toujours colonisées par la France, 55 ans après l'indépendance en prenant exemple sur Maurice qui a dû batailler pour la cogestion de l'île Tromelin. (p.3)

## Economie et société

### OPERATION « FAHALEMANA », UN RESEAU IDENTIFIE

Dans le collimateur des forces de l'ordre dans le cadre de la poursuite de l'opération « Fahalemana 2015 » se trouve actuellement, des « Karàna », un député et un auxiliaire de justice. Rassurés par l'omniprésence de l'armée dans le Sud, les habitants d'Ankazoabo Sud délient leur langue. Un réseau de « dahalo » identifié commente Midi Madagasikara. Ces personnes s'occupent du blanchiment des

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



bovidés volés, de la fourniture d'armes et de munitions ainsi qu'à la dissimulation du bétail jusqu'à son transfert vers les acheteurs. Un opérateur « Karàna » est recherché par les forces de l'ordre, accusé de fournir les armes et les munitions aux « dahalo » tandis qu'un auxiliaire de justice et un député sont soupçonnés de dissimuler et de fabriquer de faux documents pour les bovidés volés. (p.2)

## POUR LA SUPPRESSION DU MID

Jean Jacques Ratsietison accorde une interview à **Midi Madagasikara** et parle d'« au moins trois raisons pour supprimer le MID ». Avec la dévaluation de la monnaie malgache qui est aujourd'hui en cumulé à plus de 5 200% à cause exclusivement du MID, l'économiste expose les conséquences néfastes du Marché Interbancaire de Devises sur l'économie nationale. Selon ses propos, la suppression du MID est indispensable dans la mesure où le système mis en place par le MID répond à la définition du génocide considéré par le droit international comme un crime. La deuxième raison est l'imposition de la convertibilité de l'Ariary qui n'est pas convertible, en obligeant la Banque centrale de Madagascar (BCM), à satisfaire toute demande de devises étrangères. Enfin, la troisième raison est qu'il faut être aveugle, idiot ou criminel pour accepter cette convertibilité forcée et le pseudo loi de l'offre et de la demande, alors que la balance des paiements malgache est en déficit structurel. En conclusion, le MID conduit les Malgaches au « suicide » car toute la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. (p.4)

- Mis à part le MID, le débat sur la suppression ou non de la TVA, a aussi été évoqué dans **La Gazette de la Grande île** car elle suscite beaucoup de questions en Afrique et constitue, un facteur d'appauvrissement de la population. Dans son analyse, le journal expose en effet dans son titre que « La TVA, un poids très lourd pour les consommateurs » et essaie de soutenir l'incapacité de l'Etat à maîtriser la dépréciation forte de l'Ariary. Il n'est pas non plus près de céder sur la TVA commente le journal. Pour les dirigeants, la TVA ne sera pas abandonnée s'insurge le journaliste, même si la population doit survivre et non plus vivre. (p.9)

## APPLICATION DE LA VERITE DES PRIX

Le ministre de l'Energie et des Hydrocarbures Horace Gatien confie que l'écart actuel entre le prix à la pompe appliqué actuellement et la vérité de prix est de 150 Ariary litre. Subventionnant encore à hauteur de 400 Ar/litre auparavant, l'arrêt des subventions recommandé par la mission du FMI et des partenaires techniques et financiers, inquiète. Toutefois, le ministre se veut rassurant, au cours de la signature d'une convention sur le développement de l'électrification rurale hier, au Louvre à Antaninarenina en indiquant que le prix à la pompe pourrait ne pas subir de hausse. (Madagascar Laza, p.4)

- **Les Nouvelles** atteste néanmoins d'une nouvelle hausse du prix à la pompe, attendue en octobre et ce, dans le cadre de l'application de la vérité des prix sur le carburant. La cause principale évoquée par la Banque mondiale serait les charges relatives au budget de l'Etat et la suspension du paiement d'une partie des taxes sur les produits pétroliers. (p.15)

## BUREAU DEMATERIALISE OPERATIONNEL

La Direction des Douanes améliore la qualité de leur service en opérationnalisant le bureau dématérialisé de Mamory-Ivato. Ce bureau traitera des frets aériens des marchandises entrant et sortant au niveau de l'aéroport d'Ivato. Seuls les transitaires agréés auront accès au système informatique du bureau de Mamory-Ivato, précise le Directeur Général des Douanes. (L'Express de Madagascar, p.8 – Les Nouvelles, p.15 – La Vérité, p.4 – L'Observateur, p.3)

## CORRUPTION AU MEN : LES MAITRES FRAM DENONCENT

Les enseignants FRAM haussent le ton sur des possibles tentatives de corruption, perpétrées par des hauts responsables auprès du ministère de l'Education nationale. Plus de 3 000 plaintes ont été déposées par les enseignants FRAM auprès du syndicat des enseignants FRAM sur le mode de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



recrutement. Népotisme, favoritisme, trafic d'influence et de corruption ont été les qualificatifs utilisés par ces enseignants concernant le paiement d'une somme de 3 millions d'ariary pour faire partie des 10 000 enseignants à recruter. Beaucoup ont dû passer par cette voie, affirme **Madagascar Matin (p.2)**

## Relations internationales

### L'UNION AFRICAINE FAVORABLE AU MEMORANDUM

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union Africaine (UA) a émis un communiqué de quatre (4) pages suite à sa 545<sup>ème</sup> réunion. Dans le point 7 de ce communiqué, il a indiqué son soutien au mémorandum de stabilité, document initié par le Président Hery Rajaonarimampianina. Ainsi le CPS exhorte les acteurs politiques malgaches à faire preuve d'engagement politique et à signer le mémorandum pour la stabilité socio-économique du pays. Pour la communauté internationale, le retour à l'ordre constitutionnel est une priorité dans la mesure où elle appuie et prend position en faveur des initiatives menées par le Président de la République. (**L'Express de Madagascar, p.5 - Les Nouvelles, p.8**) Un discours difficile à rédiger étant donné les divergences entre les parlementaires au sein de l'Assemblée nationale, signale **Les Nouvelles (p.2)**

## Format de couverture

**Les Nouvelles** évoque dans l'éditorial du magazine hebdomadaire **Reflét** la conclusion du Fonds Monétaire international. Madagascar doit impérativement redoubler d'efforts pour jouir de la manne financière d'aides extérieures. Une recommandation rappelée par la mission de la délégation du FMI dans le cadre de Facilité de Crédit Rapide (FCR) octroyée à Madagascar d'ici quelques semaines. (**p.1-7**)

- En politique, Marc Ravalomanana affûte ses armes, analyse **Reflét** en **p.2**. Pour beaucoup d'observateurs en effet, l'ancien Président de la République est sur le point de réaliser son « projet » c'est-à-dire, le besoin pressant pour la population d'améliorer ses conditions de vie. Le magazine émet des réserves quant à son intertitre évocateur « Ne pas attendre 2018... » Et remet sur le tapis sa déclaration : « le travail va commencer avec les 213 communes qui nous sont acquises » en référence aux dernières élections communales.
- « Les partis au révélateur » titre **Reflét** en parlant des résultats des communales. Des résultats disparates proclamés par les tribunaux administratifs entre les principales forces politiques : Hery Vaovao ho an'i Madagasikara (HVM), TIM et MAPAR composent ce trio de tête et se départagent les milliers de communes à Madagascar. (**p.3**)
- Le **Dossier** de **Reflét** dans **Les Nouvelles** consacre deux pages sur la célébration des Journées mondiales de la Jeunesse sises à Fianarantsoa, la semaine dernière. Il met ainsi en exergue « Une jeunesse unie, témoin du rôle citoyen » du fait du bourdonnement de la jeunesse dans la capitale du Betsileo. Relations fusionnelles, respect mutuel, les participants, venus des quatre coins de l'île ont démontré leur part de responsabilité au sein de la société. (**p.4-5**)
- Le taux de réussite au Baccalauréat est en baisse inexorable annonce **Les Nouvelles** dans **Reflét (p.6)**. Les chiffres parlent d'elles-mêmes puisque en 5 ans, le taux est passé de 50.38% en 2011 à 39.04% cette année. L'article expose des perspectives intéressantes en matière de réforme de l'éducation.
- La série d'accidents mortels survenue sur les routes nationales alarme l'opinion. Ainsi, les journalistes du magazine **Reflét** appelle à la responsabilisation de tous les usagers de la route en titrant « Insécurité routière – Les accidents reprennent de l'ampleur ». (**p.6**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



- Dans la rubrique économie, **Reflét** annonce que la filière Tabac constitue une part importante pour l'économie. (p.7)

Interview exclusive de Papa Soulé dans **L'Observateur**. Après le premier entretien dans les colonnes de **Les Nouvelles** en date du 21 septembre 2015 où il a invité tout un chacun, et notamment les acteurs politiques, à faire preuve de solidarité patriotique afin de redresser le pays rapidement, l'homme d'affaires partage son point de vue, cette fois-ci, sur le sport et la culture. Il affirme que le sport et la culture doivent être une véritable affaire d'Etat. Il se focalise ainsi sur le fait d'avoir une vision, une volonté politique et de l'organisation pour redynamiser le sport à Madagascar. Et de conclure que Madagascar doit devenir, dans les dix prochaines années à venir, une grande nation de sport, du moins dans cette partie ouest de l'île.

- Ici, on assiste à l'accroissement de la visibilité et la gestion de l'image de l'homme d'affaires et du politicien, le média participe à sa « promotion » par l'intermédiaire de cette interview exclusive d'une page. (p.2)

## Style et déontologie

**La Vérité** s'appuie sur la mésaventure de trois personnalités pour mettre en exergue son insertion : « Carton d'argent, cristal, zébus, ... Un Etat braqueur ! ». Et pour cause, des zébus ont été saisis dans le domaine du député Mara Niarisy, 18 tonnes de cristal ont été interceptées par la gendarmerie et ont mystérieusement disparu et enfin, une élue a subi une interpellation nocturne sur la voie publique et s'est vue dépossédée d'une somme d'argent conséquente. Des actes, qui d'après le quotidien, n'obéissant à aucune procédure légale et s'apparente à de véritables hold-up. Il y va même jusqu'à interpellé cet acte odieux en lançant : « le non-respect des procédures légales fait que cette dernière (la puissance publique) se comporte en véritable braqueur vis-à-vis des citoyens ». (p.3)

Des titres évocateurs, voire provocateurs, mais qui accusent également l'Etat comme le fait **La Vérité**, sont développés par **La Gazette de la Grande île** dans ses pages en version malgache. « Les pierres de Blandine – Volés par l'Etat » ou encore « Vol des zébus de Mara Niarisy – Ordonné par Rajaonarimampianina ? » insistent sur le fait de dénoncer les dirigeants actuels en ciblant directement les auteurs. Voix infondées, allant jusqu'à la diffamation, la pratique dérive de la déontologie. (p.13)

**Takoritsika** déplore le comportement de la sphère sociale malgache et appelle à la retenue des différentes parties prenantes dans son billet satirique intitulé **Tandremo ny Takoritsika** : « Cessons toutes formes de haines ! » (Aoka izay ny fankahalana e). Et d'affirmer que le fléau qui gangrène le pays est dû aux jalousies, à la haine entre les populations malgaches. (p.2) Alors que dans sa une et un article en p.3, le même journal attaque le régime en disant qu'« Il faut sauver le soldat Hery Rajaonarimampianina » en transformant la photo d'illustration en une. Soutenant qu'après deux années de mandat, le Chef de l'Etat ne cesse de patauger dans l'incertitude. Dans un contexte où le pays attend impatiemment les financements, les conditionnalités de déblocage fonds pèsent de plus en plus vu que les bailleurs de fonds ne lui accordent pas leur confiance. (p.3).

- **L'Observateur** rejoint ce point de vue en disant que « Le pays tourne en rond – Madagascar au point mort ». Une situation flottante d'après le quotidien. Aucune initiative de la part de l'Exécutif, une réalité qui multiplie les exactions des dirigeants, mis à part des réalisations factuelles et créations d'événements fortement médiatisés, le public ne voit pas la direction que prend le pays. (p.3)

**Madagascar Matin** pointe du doigt l'inertie du gouvernement et des responsables étatiques dans la gestion et la régulation des accidents routiers, survenus successivement ces derniers temps. Dans son

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



article qui accuse le ministère des transports, le journaliste a conclu que « aucun contrôle, ni même des sensibilisations n'ont été menés et pire, aucune étude n'a été faite afin de comprendre les causes de ces séries d'accident et de décider par la suite si ce véhicule pourrait être utilisé ou non au transport commun. » (p.2) Or d'après les précisions apportées par les autres journaux, le groupement de gendarmerie d'Analamanga a décidé de mener une vaste opération de prévention sur les grands axes routiers se trouvant dans sa circonscription face à la forte hausse du nombre de morts sur les routes. Le porte-parole du groupement a sorti une analyse sur les statistiques, les causes des accidents et les mesures à prendre. (Les Nouvelles p.4 – L'Express de Madagascar p.9)

- Commentaires assujettis à des jugements qui ne se basent pas sur les faits mais tirent des conclusions hâtives et tendancieuses. Contrairement à la mission d'information d'un média, le rédacteur n'a pas respecté les piliers normatifs du journalisme : vérification, exactitude, recoupement avant toute diffusion d'information.

## Un peu d'humour



Les Nouvelles, p.2

**Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :**  
Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)  
Honorine RAMISARIVELO: [misa.ramisarivelo@eces.eu](mailto:misa.ramisarivelo@eces.eu)  
Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

**ECES**  
CENTRE EUROPEEN  
D'APPUI ELECTORAL

**OSSERVATORIO**  
di Pavia Media Research

**Search for**  
**Common Ground**

**Center for**  
**Creative Leadership**